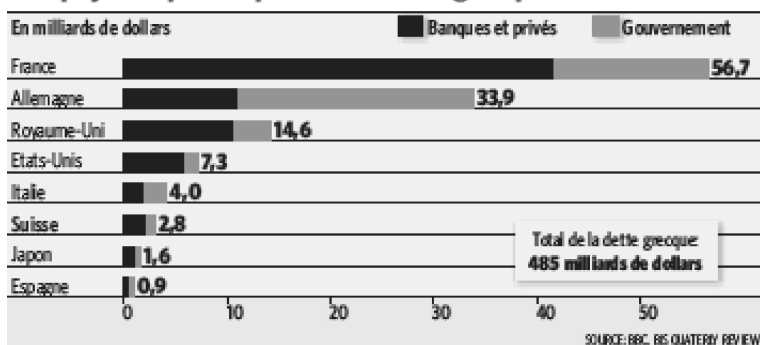


FINANCE jeudi 07 juillet 2011

La zone euro finit par envisager un rééchelonnement de la dette

Ram Etwareea

Les pays les plus exposés à la dette grecque



> **Crise Journée noire après les avertissements de Standard & Poors et de Moody's**

> **Les dirigeants européens attaquent les agences de notation**

La zone euro s'est enfoncée encore un peu plus dans l'incertitude mercredi, au lendemain de la décision de l'agence de notation Moody's d'abaisser la note du Portugal. Selon elle, l'aide de 78 milliards d'euros approuvée il y a deux mois ne suffirait pas à remettre l'économie portugaise sur les rails et qu'une nouvelle enveloppe serait nécessaire. Lundi, c'était Standard & Poors qui jetait un froid en menaçant de considérer la participation des banques dans un plan de sauvetage de la Grèce comme un défaut de paiement.

Ces deux actes ne sont pas restés sans conséquences. L'euro a accentué sa chute face au franc suisse ou au dollar. Les places boursières ont dévissé, Milan lâchant plus de 2,9%. Les valeurs bancaires européennes ont subi les plus grandes pertes. Enfin, le taux de rendement des obligations des pays déjà fragilisés par la crise, a battu de nouveaux records. Celui des obligations portugaises à 10 ans a dépassé pour la première fois la barre de 12%. Lisbonne a bien levé mercredi 848 millions d'euros de dette à trois mois, mais à un taux d'intérêt de 4,92%, contre 4,86% lors de la dernière émission le 15 juin.

D'Athènes à Bruxelles en passant par Paris et Berlin, les réactions contre les agences de notation ont été plus virulentes les unes que les autres. Le ministre grec des Affaires étrangères Stavros Lambrinidis a dénoncé «la folie des agences de notation». «Ce ne sont pas elles qui décident de la façon dont on aide la Grèce et l'euro», a déclaré Jean Leonetti, ministre français des Affaires européennes. «Cet épisode malheureux soulève une fois de plus la question du comportement des agences de notation et de leur soi-disant clairvoyance», a déclaré le porte-parole de l'exécutif européen pour les questions économiques,

Amadeu Altafaj à l'AFP.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a déclaré qu'il fallait «briser l'oligopole des agences de notation» et «limiter leur influence», tandis que le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a été plus loin en se prononçant pour la création d'une agence de notation basée en Europe. C'est au marché qu'il appartient de décider», mais «il me semble étrange qu'il n'y ait pas une seule agence venant d'Europe», a-t-il indiqué, accusant celles qui ont aujourd'hui pignon sur rue d'avoir «un parti pris» contre l'Europe (ndlr: José Manuel Barroso parle de créer une agence européenne depuis plusieurs années, mais sans jamais passé aux actes). Il n'empêche que la zone euro ne parvient toujours pas à proposer une solution crédible à la crise financière qui frappe non seulement en Grèce, mais aussi d'autres pays dépassés par la dette et le déficit budgétaire. La semaine dernière, le parlement grec a rempli les conditions imposées par Bruxelles pour obtenir une nouvelle aide. Mais selon le ministre français de l'Economie et des finances, aucune décision ne serait prise avant septembre. Ce qui explique aussi les avertissements des agences de notation.

Par ailleurs, des créanciers privés réunis à Paris mercredi n'ont pas réussi à s'accorder sur une éventuelle participation à un plan de sauvetage grec. Les banques françaises qui sont les plus exposées à la dette grecque, suivies de banques allemandes, ont offert de réinvestir 70% des sommes remboursées par la Grèce dans de nouvelles obligations. Celles-ci arriveraient à maturité dans 30 ans. Le reste serait utilisé à acheter des obligations de première catégorie portant un taux d'intérêt de 8% et qui serviraient de garantie.

Cet échec a fait dire au ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, qu'il fallait reposer sur la table la question d'un rééchelonnement de la dette grecque. L'Allemagne, à commencer par la chancelière Angela Merkel, soutient cette option depuis plusieurs mois. Elle a même souhaité que les créanciers privés subissent un «haircut», c'est-à-dire qu'ils assument une partie de la dette.

Lors de sa première rencontre avec la presse mercredi, la toute nouvelle directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, a appelé «à laisser davantage de temps au Portugal et à d'autres pays pour rétablir leurs finances publiques».